

Kevin O'ROURKE
Une brève histoire du Brexit
 (Odile Jacob, 2018, 301 p., 22,90 €)



186

Dans ce livre érudit traduit de l'anglais par Christophe Jaquet, l'économiste irlandais Kevin O'Rourke place la décision d'une courte majorité de Britanniques de quitter l'Union européenne dans son contexte historique. Ces faits historiques sont assez bien connus, notamment l'hostilité britannique de longue date à la supranationalité des institutions européennes, ou son opposition à l'union douanière en faveur d'une zone de libre-échange. O'Rourke affirme que le Brexit n'a rien d'inévitable. S'appuyant sur une analyse des conditions structurelles et conjoncturelles, nationales et internationales, il démontre la complexité du vote en faveur du Brexit. O'Rourke livre une analyse particulièrement fine des pré-occupations britanniques, qui est sans doute perfectionnée par son expertise en tant qu'économiste. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il perd de vue l'aspect politique de ces enjeux – il démontre avec clarté que l'attitude des dirigeants britanniques à l'égard de l'intégration européenne ne peut pas être dissociée de l'effondrement de l'Empire et de la nécessité pour le Royaume-Uni de se dessiner une nouvelle place dans le monde post-

impérial. Il révèle l'indissociabilité des enjeux politiques et économiques de l'intégration européenne.

La grande originalité de ce livre tient à la place qu'O'Rourke consacre à la question irlandaise. Ce sujet ne devrait pourtant pas être une originalité. Comme O'Rourke le souligne, la question de la frontière irlandaise est au cœur même des négociations sur les relations post-Brexit. Or, cette question et celle des relations anglo-irlandaises plus généralement ont trop souvent été négligées par les historiens des relations anglo-européennes qui ne font que miroiter l'attitude de la classe politique britannique à l'égard de l'Irlande, autrement dit se comporter soit comme si l'Irlande n'existait pas ou n'avait aucune pertinence au sein des débats anglais, soit comme si elle n'était rien d'autre qu'une épine irritante dans le pied de l'État britannique. Ce qui devrait être vraiment étonnant, c'est que la question de la frontière nord-irlandaise n'a pratiquement jamais été abordée dans la campagne précédant le référendum de 2016. Mais, si la question avait fait l'objet d'analyses, il est possible que cela n'aurait eu aucune influence sur le débat : 75 %

des électeurs conservateurs anglais accepteraient de mettre en péril le processus de paix en Irlande du Nord afin d'obtenir le Brexit¹. Même après le référendum, quand l'importance de la question est devenue incontestable, les députés influents comme Boris Johnson ont cherché à la banaliser, comparant la frontière irlandaise à la frontière invisible qui existe entre les quartiers londoniens d'Islington ou de Camden et Westminster. Si ces *Brexiters* ne s'inquiètent que peu pour le processus de paix en Irlande, ils ne s'inquiètent pas plus de ce que May qualifie sans cesse de l'« union précieuse » qui existe entre les quatre nations du Royaume-Uni. Lors du troisième vote sur l'accord de Theresa May au Parlement britannique le 29 mars dernier, Johnson et Jacob Rees-Mogg ont brisé les rangs avec les unionistes du *DUP* pour soutenir la Première ministre, plaçant ainsi leur préoccupation de garantir un Brexit, n'importe quel Brexit (voire un Brexit très défectueux à leurs yeux) avant l'union du Royaume. La plus grande ironie de la cause loyaliste est que l'amour des unionistes pour leurs cousins britanniques n'est pas toujours réciproque. On pourrait se demander si la question épineuse de préserver l'état actuel de la frontière en Irlande du Nord aurait pu être réglée en accordant un statut spécial à la région en dépit de l'opposition unioniste (qui n'accepte pas l'idée d'une

quelconque frontière entre la région et les autres nations du Royaume-Uni) si le gouvernement actuel ne dépendait pas du soutien du *DUP* pour avoir une majorité au Parlement...

Ce que le livre d'O'Rourke démontre avec force est qu'au-delà de la pression du *DUP*, c'est la République d'Irlande, soutenue par les autres États membres très solidaires, qui a fait en sorte que la question irlandaise ne soit pas écartée des débats sur le Brexit. L'Irlande, en tant que membre de l'Union européenne, a bien entendu plus de poids dans les négociations post-Brexit que le Royaume-Uni en voie de quitter l'union. Elle cherche à protéger ses propres intérêts économiques ainsi que la paix en Irlande du Nord. O'Rourke souligne l'importance de l'appartenance commune de l'Irlande et du Royaume-Uni à l'Union européenne et à l'apaisement des relations entre les deux pays. C'était notamment grâce à la création du marché unique en 1993 que tout contrôle des marchandises à la frontière avec l'Irlande du Nord a pu être supprimé. L'Accord du vendredi saint repose également sur cette appartenance commune qui favorise la coopération entre les gouvernements irlandais, britannique et l'Assemblée nord-irlandaise. Pour O'Rourke (et on ne peut que partager son avis), c'est cette coopération qui est mise en péril par la position contradictoire de Theresa May qui souhaite éviter

¹ Ailsa Henderson et Richard Wyn Jones, « May's 'Precious Union' Has Little Support in Brexit Britain » 8 October, 2018, <<https://www.centreonconstitutionalchange.ac.uk/news/press-release-may%E2%80%99s-%E2%80%98precious-union%E2%80%99-has-little-support-brexit-britain>>.

NOTES DE LECTURE

tout renforcement de la frontière irlandaise, tout en refusant la mise en place d'une nouvelle barrière réglementaire entre l'Irlande du Nord et le reste du Royaume-Uni. La force de son analyse est de démontrer à quel

point les destins des deux nations sont entrelacés, en dépit de la rupture de 1922 et leurs points de vue très divergents sur l'Europe. C'est un fait que les Britanniques oublient à leurs périls.

EMMA BELL